

Edition du 15 novembre 2021

Réalisée à l'aide des contributions des Services Économiques

L'essentiel

► **Argentine : tensions sur le change et défaite de la coalition gouvernementale aux élections**

La campagne électorale des élections de mi-mandat a été dominée par les thématiques de l'inflation et du change, alors que le peso a atteint 205 ARS/USD sur le marché parallèle et que l'inflation s'est inscrite à 52,1 %. Le peso *blue* a dépassé la semaine dernière les 200 ARS, soit plus du double du taux officiel, un important écart alimenté par les incertitudes en matière de politique économique. Cette dépréciation contribue à la hausse des prix, compte tenu de l'indexation du comportement de nombreux acteurs sur le cours anticipé du peso. En octobre, l'inflation a atteint 3,5 % en variation mensuelle et 52,1 % en glissement annuel. **Les résultats préliminaires du scrutin législatif donnent à ce stade la coalition gouvernementale perdante.** La coalition de centre-gauche *Frente de Todos* reculerait au sein de la Chambre des députés (elle disposait avant de 120 sièges sur 257) au profit de la coalition d'opposition de droite *Juntos por el Cambio*. C'est également le cas au Sénat, où ce recul conduirait à une perte de la majorité (*Frente de Todos* disposait de 41 sièges sur 72). Dans un discours dimanche soir, le président Alberto Fernandez a appelé au dialogue avec l'opposition et annoncé la présentation d'un programme économique pluriannuel en décembre. Les négociations sont en cours avec le Fonds monétaire international pour la mise en œuvre d'un programme, alors que le gouvernement dispose de deux années avant les prochaines élections fin 2023.

► **Chine : hausse des prix à la production à un niveau record**

Les prix à la production ont augmenté de 13,5 % en glissement annuel en octobre, soit un niveau historique (depuis le début des données du *National Bureau of Statistics*, en 1995). Cette hausse est le fait de la flambée du prix des matières premières et des pénuries d'énergie qui frappent la Chine depuis plusieurs mois. Les prix à la production dans le secteur extractif ont ainsi crû de plus de 66 % en g.a, et dans le secteur des matières premières de plus de 25 %. S'agissant du secteur extractif, les autorités tentent d'intervenir sur le prix du charbon, avec notamment la mise en circulation de stocks depuis mai et la demande faite en octobre aux producteurs de réduire les prix et augmenter l'approvisionnement. Alors que l'inflation a atteint +1,5 % (après + 1,2 % en septembre), l'écart entre les prix à la production et à la consommation ne cesse de s'élargir, témoignant de la pression sur les prix mise sur les secteurs en aval, au détriment de leur marge.

► **Turquie : nouvelle baisse du déficit courant en septembre**

Les comptes courants turcs ont enregistré un excédent de 1,7 Md USD, contre un déficit de 2,3 Mds USD en septembre 2020, et le déficit courant s'est contracté de 58,5 % en g.a. sur les neuf premiers mois de cette année, à 11,7 Mds USD. Cette amélioration s'explique principalement par la contraction du déficit commercial. Les exportations ont été fortement dynamiques depuis le début de l'année, tandis que la hausse des importations a été plus modeste. Ce dernier phénomène s'explique par de nouvelles réglementations freinant l'importation d'or, laquelle était très soutenue en 2020. Les recettes touristiques ont par ailleurs été significatives, de l'ordre de 3 Mds USD en septembre et 13,3 Mds USD sur les 9 premiers mois. Cette dynamique a permis à la Banque centrale de reconstituer ses réserves de changes, à hauteur de 5,6 Mds USD en septembre et 32,8 Mds USD sur les neuf premiers mois de 2021. Toutefois, alors que la hausse des exportations et des recettes du tourisme devrait continuer de favoriser la réduction du déficit courant, la progression des prix mondiaux des matières premières pourrait exercer une pression sur la balance des comptes courants, combinée à la dépréciation rapide de la livre turque (*cf.* point marché).

► **Mexique : l'indice national des prix à la production atteint son niveau le plus élevé depuis trois ans**

L'indice national des prix à la production (IPP) s'établit à 8,6 % en glissement annuel au cours du mois d'octobre 2021. Ce résultat est le plus élevé depuis juin 2018, où il avait enregistré 9,2 %, et intervient après une augmentation de 7,0 % en glissement annuel en septembre. Les pressions haussières sur les prix à la production se sont principalement manifestées dans les activités primaires et secondaires. Par activité économique, les prix des producteurs ont augmenté de 10,6 % (g.a) pour le primaire, 11,5 % pour le secondaire (plus forte variation depuis septembre 2018) et 3,8 % pour le tertiaire.

Les marchés émergents ont enregistré des performances hétérogènes la semaine dernière. Les indices boursiers ont enregistré une hausse, en particulier en Asie, où l'indice boursier chinois a rebondi. Les grandes devises émergentes ont, elles, évolué en ordre dispersé cette semaine et la lire turque s'est particulièrement déprécié. Les spreads des titres de dette souveraine, quant à eux, ont évolué en ordre dispersé. Les spreads tunisiens se sont particulièrement resserrés.

L'indice boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars) a enregistré une hausse cette semaine (+1,7 %), après être resté stable la semaine dernière. Cette hausse est particulièrement marquée en **Asie** (+2,2 %, après -0,5 % la semaine dernière) et en **Amérique latine** (+1,9 %, après +2,2 %). L'indice boursier **chinois** a rebondi, gagnant 3,5 % la semaine dernière. Un certain nombre d'investisseurs internationaux sont devenus plus optimistes sur les actions chinoises, même si l'incertitude demeure sur l'ampleur du renforcement réglementaire. Le *Beijing Stock Exchange* a également été lancé par le président Xi Jinping. Cette bourse est destinée au financement des jeunes entreprises innovantes et fera office de troisième bourse en Chine continentale, en plus des bourses de Shenzhen et de Shanghai. Le premier lot d'actions de 81 entreprises a commencé à être échangé, dont dix introductions dans les secteurs technologiques et de l'industrie. Les actions ont bondi à l'ouverture, clôturant avec une augmentation moyenne de 200 % du prix. Ce lancement intervient à un moment où le président a pris des mesures de répression à l'encontre des plus grandes entreprises technologiques du pays. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la « prospérité commune », campagne qui vise à une répartition moins inégalitaire des revenus et du patrimoine, notamment dans l'industrie numérique

Les grandes devises émergentes ont évolué en ordre dispersé face au dollar US cette semaine, comme la semaine dernière. La **lire turque** s'est particulièrement déprécié (-3,2 %, après avoir perdu 1,5 % la semaine dernière), atteignant un nouveau point bas contre le dollar, dans un contexte où la devise est affaiblie par la politique monétaire de la banque centrale. En octobre, l'inflation a atteint 19,9 % et les prix des produits alimentaires ont augmenté, tandis que la Banque centrale a réduit son taux directeur de 18 à 16 %.

S'agissant des titres de dette souveraine, les spreads ont évolué en ordre dispersé cette semaine, comme la semaine dernière. Les **spreads tunisiens**, en particulier, se sont resserrés (de -84 pdb, après s'être écarté de 34 pdb la semaine dernière). Le ministre de l'Economie, Samir Saïed, a déclaré que la Tunisie était en train de mettre en place un programme de réformes profondes visant à relancer l'activité économique, et à stimuler progressivement la croissance. Par ailleurs, la Tunisie a repris ses discussions avec le FMI en vue de la mise en place d'un programme. Les pourparlers avec le FMI avaient été interrompus le 25 juillet lorsque le président Kais Saïed avait démis le gouvernement et suspendu le parlement.

